

Mittwoch (Vormittag), 4. März 2020 / Mercredi matin, 4 mars 2020

Gesundheits-, Sozial- und Integrationsdirektion / Direction de la santé, des affaires sociales et de l'intégration

25 2019.RRGR.197 Motion 161-2019 Hamdaoui (Biel/Bienne, CVP)
Für eine amtliche Anerkennung der Gebärdensprache

25 2019.RRGR.197 Motion 161-2019 Hamdaoui (Biel/Bienne, PDC)
Pour une reconnaissance officielle de la langue des signes

Präsident. Wir kommen zum fix traktandierten Traktandum 25, einer Motion von Grossrat Hamdaoui. Bevor wir zu dieser Debatte kommen, möchte ich Leute begrüßen. *(Der Präsident heisst die Gäste auf der Tribüne in Gebärdensprache willkommen. Die Gäste auf der Tribüne gebärden Applaus. / Le président souhaite la bienvenue en langue des signes aux visiteurs et visiteuses présent-e-s dans la tribune. En réponse, ces derniers applaudissent en langue des signes.)* Für diejenigen, die sich jetzt gewundert haben: Es gab keine Pause bei der Übertragung. Ich habe versucht, wahrscheinlich mit sehr viel Akzent, unsere Gäste auf der Tribüne in Gebärdensprache zu begrüßen. Es ist eine sehr grosse Gruppe da. Wie Sie bereits gesehen haben, wird die Debatte in Gebärdensprache übersetzt. Vielleicht haben Sie vorhin ein wenig Acht gegeben. Ich muss Ihnen ehrlich sagen: Manchmal wäre ich froh, alle hier drin könnten die Gebärdensprache. Die Gäste haben nämlich die ganze Zeit zusammen gesprochen, zum Teil über sieben Bänke hinweg. Wenn das die Leute hier unten im Saal machen, und sie machen es eben zum Teil, wird es sehr laut, und es wird hier unangenehm. Von dort oben hat man gar nichts gehört. Ich begrüsse die Gäste ganz herzlich. Sie haben es vorhin schon gesehen: Sie haben nicht gewinkt, sondern es ist die Art und Weise, wie man bei den Gehörlosen applaudiert. Wir applaudieren manchmal ja auch selbst, und deshalb applaudieren wir hier nun auch auf diese Art. *(Die Grossratsmitglieder gebärden Applaus. / Les député-e-s applaudissent en langue des signes.)* Diejenigen, die den Livestream verfolgen, wie unser Kollege Herr Rügsegger, der sich vorhin bereits gemeldet hat, ich solle nicht so nahe am Mikrofon klatschen, haben jetzt keinen Ohrschaden davongetragen. Hans Jörg Rügsegger, wenn du noch zuhörst: Wir wünschen dir gute Besserung. *(Heiterkeit / Hilarité)* Damit kommen wir zur Debatte. Ich gebe als Erstes das Wort, je donne la parole à Monsieur Hamdaoui.

Mohamed Hamdaoui, Biel/Bienne (PDC). Moi, au fond, j'ai de la chance. Parce mon handicap est visible, il est même de plus en plus visible. Et c'est vrai que la loi fédérale de 2002 a considérablement améliorée l'existence des personnes à mobilité réduite et aussi des aveugles, mais hélas, ce n'est pas vraiment le cas pour les personnes sourdes et muettes et malentendantes. Pour quelle raison ? Non seulement parce que leur handicap est silencieux, est invisible, mais leur souffrance est aussi très souvent silencieuse. Et leur existence est faite d'une somme de petits riens qui, mis bout à bout, les exclut progressivement de la société, et nous pourrions agir à ce niveau-là. Permettez-moi de vous donner trois exemples concrets. Le premier : un jour, une dame sourde, une mère célibataire, m'a dit qu'elle n'allait plus aux réunions de parents d'élèves. Pourquoi ? Parce que l'école en question pour des raisons, paraît-il budgétaires, refusait dorénavant de faire venir un interprète de la langue des signes pour qu'elle puisse participer au débat. Pardon, mais c'est honteux et c'est la démonstration qu'une reconnaissance officielle de la langue des signes dans un cas pareil pourrait éviter qu'une telle situation ne se présente. Un deuxième exemple : une autre personne sourde m'a dit qu'un jour elle était tombée au chômage ; ça peut arriver. Qu'a-t-elle fait ? Elle s'est adressée à l'Office Régional de Placement (ORP) pour fixer un rendez-vous personnalisé en présence d'un interprète ou d'une interprète. La personne de l'ORP lui a dit : « Ce n'est pas à nous de faire ça, ce n'est pas notre travail, c'est à vous de vous débrouiller, adressez-vous à Procom. Cette dame, cette personne a fait cette démarche-là, mais l'organisme en question lui a dit : « Ce n'est pas à vous à faire cette démarche, c'est l'ORP qui doit le faire. » Ce qui fait que pendant des semaines cette personne a été baladée d'un service à l'autre, elle a peut-être même perdu un emploi à

cause de ça. C'est inadmissible aussi. Si la langue des signes était officiellement reconnue, une telle situation serait intolérable et la personne qui aurait abusé de cette situation serait sanctionnée. Et puis, le troisième exemple, qui ne concerne pas directement le canton de Berne, mais je le cite parce qu'il est particulièrement choquant et montre la situation dans laquelle se trouvent les personnes sourdes et malentendantes. Nous, lorsqu'on a un problème sanitaire urgent, qu'est-ce qu'on fait ? On appelle le 144. Et une ambulance vient et nous sauve la vie. Les personnes sourdes, ce n'est pas le cas. Parce qu'au 144 ce n'est même pas possible d'envoyer un SMS.

Cela montre à quel point la surdité, contrairement à ce qu'on dit, c'est un handicap particulier qui mérite un traitement particulier. Et en ce sens, je dois dire que je suis un peu – je vais être poli – déçu par la réponse du Conseil-exécutif, qui est une réponse purement technocratique et juridique, qui est loin de et qui ne tient pas compte des réalités au point que je me suis demandé si le Conseil-exécutif a pris soin de poser la question aux organisations représentatives des personnes sourdes et malentendantes avant de rédiger sa réponse. J'espère qu'il l'a fait parce que autrement, ce serait une forme de légèreté et là aussi je suis poli.

Bref, comme vous voyez, trop de barrières empêchent encore les personnes sourdes et malentendantes d'être parfaitement intégrées dans la société. Raison pour laquelle de notre point de vue il faut agir. On aurait pu, bien sûr, faire comme dans les cantons de Genève et Zurich, et demander une modification de la constitution cantonale. Mais ça prendrait du temps. Or, les personnes sourdes ne veulent plus de « bla bla », elles veulent maintenant des résultats concrets pour améliorer leur quotidien. Avec l'acceptation de la proposition que nous faisons, l'administration aurait ensuite la tâche de prendre contact avec les personnes en question, mais aussi naturellement avec les pouvoirs publics, et avec les partenaires sociaux pour voir dans quel domaine on peut agir d'une manière pragmatique, concrète et raisonnable pour faire en sorte d'améliorer leur quotidien.

Dans les trois domaines que j'ai déjà cités – c'est l'accès aux soins, l'accès aux services publics et aussi dans le domaine éducatif, il y aurait beaucoup de choses à dire. Je vous –, qu'on « s'entende bien », sans mauvais jeux de mots : les personnes sourdes et malentendantes ne veulent pas d'une loi qui coûtera des milliards, elles ne veulent pas d'une loi qui augmentera la bureaucratie des entreprises ou de l'administration. Non, ce qu'elles veulent, c'est effectivement qu'on puisse enfin tenir compte de leurs exigences, de leurs réalités quotidiennes, et, visiblement, ça passe uniquement par quoi ? Par une reconnaissance officielle de la langue des signes et donc par une législation idoine. Et en plus, si on impliquait enfin les personnes sourdes dans un processus politique, elles se sentiraient des citoyennes et des citoyens à part entière. Je vous rappelle que les personnes sourdes et malentendantes payent leurs impôts, il me semble qu'elles ont aussi le droit de pouvoir dire un petit peu dans quel domaine il serait possible d'agir pour améliorer leur quotidien. Pour conclure : si nous acceptons cette proposition, non seulement le canton de Berne appliquera la convention de l'ONU, mais elle donnera peut-être un signal fort à la Confédération et j'aimerais juste préciser une chose : J'attends avec impatience ce débat, le cas échéant, je suis prêt à transformer cette motion en postulat, mais moi, ce que je veux, c'est qu'au terme de ce débat, les personnes sourdes et malentendantes aient enfin le sentiment qu'on commence à les écouter. Merci. *(Les visiteurs et visiteuses présent-e-s dans la tribune applaudissent en langue des signes. / Die Gäste auf der Tribüne gebärden Applaus.)*

Präsident. Monsieur Hamdaoui, est-ce que vous avez transformé en postulat? *(M. le député Hamdaoui répond par la négative. / Grossrat Hamdaoui verneint dies.)* Non, ah, ok, merci.
Für die SP-JUSO-PSA, Grossrätin Sarah Gabi.

Sarah Gabi Schönenberger, Schwarzenburg (SP). Der Berner Regierungsrat will der Gebärdensprache keine offizielle Anerkennung gewähren. Die Argumente in der regierungsrätlichen Begründung sind allerdings unzureichend und nicht stichhaltig. Der Regierungsrat meint, dass bereits genügend Möglichkeiten auf Kantons- und Bundesebene zur Unterstützung von Menschen mit Hörbehinderung bestehen, unter anderem das Bundesgesetz über die Beseitigung von Benachteiligungen von Menschen mit Behinderungen (Behindertengleichstellungsgesetz, BehiG); das reiche aus und es brauche keine weiteren Schritte. Aber dem ist nicht so. Es muss konkretisiert und verbindlicher werden, sodass eine echte Inklusion, eine Einbindung und Gleichstellung wirklich gelingt und Diskriminierungen endlich ausgemerzt werden können.

Die Anerkennung der Gebärdensprache ist ein berechtigtes Anliegen und wichtig, um eben die echte Inklusion zukünftig noch besser realisieren zu können. Artikel 21 der UNO-Behindertenrechtskonvention erkennt klar das Recht von Menschen mit Behinderungen an auf «Meinungsäusserung

und Meinungsfreiheit, einschliesslich der Freiheit, Informationen und Gedankengut sich zu beschaffen, zu empfangen und weiterzugeben». Artikel 21 verpflichtet die Konventionsstaaten weiter, geeignete Massnahmen zu treffen, damit Menschen mit Behinderungen ihr Recht auf Meinungsäusserung und Meinungsfreiheit «gleichberechtigt mit anderen und durch alle von ihnen gewählten Formen der Kommunikation [...] ausüben können». «Im Umgang mit Behörden [soll] die Verwendung der Gebärdensprachen, Brailleschrift, ergänzenden und alternativen Kommunikationsformen» akzeptiert und erleichtert werden. Es ist überfällig, die Gebärdensprache im Kanton Bern jetzt endlich als eigenständige Sprache anzuerkennen. Die Kantone Basel-Stadt und Genf setzen dieses Grundrecht bereits um. Der Kanton Zürich ist daran. Der einwohnermässig zweitgrösste Kanton der Schweiz, der Kanton Bern, sollte jetzt dringend nachziehen und diese Gelegenheit nicht verpassen. Wenn dem Regierungsrat, wie er in seiner Antwort wortwörtlich schreibt, und ich zitiere, «Dem Regierungsrat sind die soziale Integration, die gleichberechtigte Teilhabe und die Selbstbestimmung von Menschen mit Behinderung ein sehr wichtiges Anliegen», wenn ihm das wirklich so ernst ist, dann hätte er doch diesen Vorstoss hier nicht abgelehnt. Deshalb machen wir hier im Saal es jetzt besser und unterstützen diesen Vorstoss. Ich danke allen, die das hier tun werden.

Haşim Sancar, Bern (Grüne). *(Der Redner begrüsst speziell auch die Gäste auf der Tribüne. / L'orateur salue en particulier les visiteurs et visiteuses présent-e-s dans la tribune.)* Einen herzlichen Dank an unsere Übersetzerinnen, die hinter den geschlossenen Türen, dort oben, jede Session für Grossrätinnen und Grossräte übersetzen. Einen herzlichen Dank auch an unsere Gastübersetzerinnen für Gebärdensprache, die mit ihrer faszinierenden Arbeit diese Sprache sichtbar machen. Die Fraktion Grüne nimmt die Motion an. In der Schweiz leben rund 10 000 Gehörlose und rund 500 000 Menschen mit einer Hörbehinderung im erwerbstätigen Alter. Im Vergleich zur durchschnittlichen Erwerbsbevölkerung in der Schweiz, ist die Arbeitslosenquote bei Gehörlosen und hörbehinderten Menschen mit rund 9 Prozent etwa dreimal so hoch. Also: Wir können hier von einem deutlichen Ausschluss sprechen, wenn diese Menschen den Anschluss an den Arbeitsmarkt nicht finden und entsprechend eine gesellschaftliche Inklusion nicht stattfindet. Wir leben in einer beschleunigten Informationsgesellschaft, die eine grosse Gefahr der Ausgrenzung mit sich trägt. Wer mit geeigneten Massnahmen den Anschluss nicht schafft, wird isoliert oder ausgegrenzt. Dies muss aber nicht sein. Mit der amtlichen Anerkennung der Gebärdensprache können diese Benachteiligungen vermieden werden, und so kann eine einigermaßen inklusive Gesellschaft erreicht werden. Viele Menschen mit Hörbehinderung fühlen sich aus der heutigen Gesellschaft und in unserem Kanton ausgeschlossen. Daher ist es bedauerlich, dass der Regierungsrat das Anliegen nicht verstanden hat oder nicht verstehen möchte und mit Ausreden und Hinweisen auf die bestehenden Gesetze die Motion zur Ablehnung empfiehlt. Eine Gesellschaft ist mit ihren Institutionen verpflichtet, allen ihren Mitgliedern Zugang zu Ressourcen und Informationen zu ermöglichen. Ein eingeschränkter Zugang zu Sprache bedeutet einen eingeschränkten Zugang zu Informationen und schliesst die Betroffenen aus, was einer Diskriminierung gleichkommt. Deshalb müsste die Gebärdensprache auch im Kanton Bern als offizielle Sprache mit einem Gesetz anerkannt werden, und selbstverständlich müsste der Kanton danach seinen diesbezüglichen Verpflichtungen nachkommen. Die Fraktion Grüne bittet Sie, die Motion anzunehmen.

Christine Schnegg, Lyss (EVP). *(Die Rednerin begrüsst speziell auch die Gäste auf der Tribüne. / L'oratrice salue en particulier les visiteurs et visiteuses présent-e-s dans la tribune.)* Dass Menschen mit besonderen Bedürfnissen in unserem Kanton sozial integriert sind, gleichberechtigt teilhaben können an unserer Gesellschaft und selbstbestimmt wohnen, arbeiten und leben können, ist auch das Anliegen der Fraktion EVP. Das ist uns wichtig. In dieser Motion geht es um ein Anliegen einer bestimmten Gruppe von Menschen mit Einschränkungen, und ich muss gestehen, vis-à-vis von unseren Gästen ist es nicht einfach, nur sachlich zu argumentieren. Ich möchte auch auf keinen Fall den Eindruck erwecken, dass uns die Anliegen von Menschen mit Hörbehinderungen und ihre Herausforderungen nicht wichtig wären. Wir haben es schon gehört: Artikel 30 Absatz 4 der UNO-Behindertenrechtskonvention, welche die Schweiz im April 2014 ratifiziert hat, verlangt tatsächlich, dass gerade auch Menschen mit Hörbehinderungen Anrecht auf Anerkennung und Unterstützung ihrer spezifischen Identität, nämlich der Gebärdensprache und der Gehörlosenkultur, haben. Wie der Regierungsrat in der Antwort schreibt, sind aber auch wir nicht ganz davon überzeugt, dass ein explizites Gesetz für die Umsetzung des Anliegens nötig ist – im Besonderen darum nicht, weil es schon Gesetze und Verordnungen gibt, die genau diese Anliegen übergeordnet regeln. Das BehiG, das Bundesgesetz über die Invalidenversicherung (IVG) und die Verordnung des EDI über

die Abgabe von Hilfsmitteln durch die Invalidenversicherung (HVI) regeln die Ansprüche und die Abgeltung von Dienstleistungen und Hilfsmitteln. Es gibt für hörbehinderte Menschen mit ihren Anforderungen den geforderten Anspruch auf Gebärdendolmetscherinnen und Gebärdendolmetscher für Gerichte, Verwaltungen und sonstige öffentliche Dienste. Das wird laut Antwort des Regierungsrates durch die Stiftung Kommunikationshilfe für Hörgeschädigte (Procom) gewährleistet. Wir kommen deshalb zum selben Schluss wie der Regierungsrat. Wir anerkennen die Anliegen der gehörlosen Bevölkerung, durch Gebärdensprache in der Kommunikation unterstützt zu werden. Wir anerkennen den Wunsch auf Sensibilisierung von Unternehmen und der Bevölkerung, und wir verstehen auch vollumfänglich den Anspruch auf Gebärdensprachschulung. Aber wir sind überzeugt, dass es hier nicht unbedingt ein neues und spezifisches Gesetz braucht. Wenn es aber aus Sicht der Betroffenen Anliegen gibt, die nicht gelöst sind oder die nicht verbindlich sind, wie wir anhand der wirklich etwas schockierenden Beispiele des Motionärs gehört haben, anhand dieser negativen Beispiele, oder wenn die Antwort des Regierungsrates unvollständig ist, oder wenn es Bereiche gibt, die so nicht stimmen, wie sie in der Antwort der Regierung stehen, begrüßen wir von der Fraktion EVP eine vertiefte Abklärung, und sind bereit, ein Postulat zu unterstützen.

Jan Gnägi, Jens (BDP). Der Vorstoss, den wir hier behandeln, betrifft ein Anliegen, das einem sehr sympathisch ist. Die BDP-Fraktion hat ein grosses Verständnis für dieses Anliegen, das in der Begründung der Motion genannt wird. Dass Personen, die mit einer Hörbehinderung leben, Zugang zu öffentlichen Diensten, zur Verwaltung und zu Gerichtsbehörden, haben sollen, ist für uns von der BDP, und sicher für alle hier im Saal, völlig unbestritten, ebenso die ganzen schulischen Möglichkeiten, die in der Begründung auch angegeben sind. Sie sind ein wichtiger Grundpfeiler für die soziale Integration von Menschen mit einer Behinderung. Der Motionär will also mit seinem Vorstoss gewisse Ziele erreichen, und diese Ziele können wir von der BDP-Fraktion auch unterstützen. Was aber hier zur Diskussion steht, ist der Weg zu diesen Zielen, und da sieht es die BDP-Fraktion gleich wie der Regierungsrat. Ein neues Gesetz, notabene auf kantonaler Ebene, ist für die Anliegen dieses Vorstosses aus unserer Sicht nicht zweckdienlich. Der Regierungsrat verweist richtigerweise auf das Bundesrecht. Dort ist das Anliegen in verschiedenen Erlassen aufgenommen, und das ist aus unserer Sicht auch richtig. Mit einer grossen Sympathie für die Ziele des Vorstosses, lehnt die BDP-Fraktion diese Motion deshalb ab.

Samuel Kullmann, Hilterfingen (EDU). *(Der Redner wendet sich in Gebärdensprache an die Gäste auf der Tribüne. / L'orateur s'adresse en langue de signes aux visiteurs et visiteuses présent-e-s dans la tribune.)* Danke für Ihr Interesse. Ich hoffe, ich habe das richtig nachgeschaut. Andernfalls hat die Gebärdendolmetscherin es sicher perfekt übersetzt. Die EDU-Fraktion hat sicher auch Verständnis und Sympathien für Menschen mit Hörbehinderung, und wir haben uns das auch gut überlegt. Aber wir sind zum Schluss gekommen, dass für ein neues Gesetz das Aufwand-Ertrag-Verhältnis nicht stimmt. Wir sind immer wieder sehr herausgefordert, hier im Rat auch harte Entscheide zu treffen. Es gäbe extrem vieles, was man von staatlicher Seite her machen könnte, das wünschenswert wäre, das gut wäre. Aber wir haben immer wieder auch Sparpakete, bei denen es knallharte Entscheide zu treffen gibt, wo wir auch immer wieder abwägen und harte Sparentscheide treffen müssen. Mir persönlich, und ich denke, auch meiner Fraktion, ist es lieber, vielleicht einmal bei einem nächsten Sparpaket nicht im Behindertenbereich so stark sparen zu müssen, und dafür kein neues Gesetz zu schaffen und keine zusätzlichen Ausgaben von staatlicher Seite zu generieren.

Wir haben die Debatte aber aufmerksam verfolgt und haben sicher auch Verständnis, gerade für Beispiele, wie sie der Motionär erwähnt hat. Da gibt es diese Schwierigkeit durchaus. Dafür wollen wir ein offenes Ohr haben. Wir wollen auch der Regierung mitgeben, dort ein offenes Ohr zu haben. Deshalb werden einzelne Mitglieder unserer Fraktion einem Postulat auch zustimmen, im Sinn eines Prüfungsauftrags, dass man vielleicht noch einmal vertieft anschaut: Läuft wirklich alles gut? Gibt es vielleicht Bereiche, in denen man mit effizienten, einfachen Massnahmen die Situation der betroffenen Menschen verbessern kann? Gibt es Möglichkeiten, mit denen man schauen kann, dass solche unschönen Beispiele in Zukunft nicht mehr vorkommen? – Aber eben: Ein Gesetz zu erarbeiten, ginge uns hier bei diesem Beispiel zu weit.

Barbara Stucki, Stettlen (glp). Ich kann mich mit meinem Votum Grossrätin Schnegg und Grossrat Gnägi anschliessen. Mir hat auch das Votum von Grossrat Hamdaoui einmal mehr vor Augen geführt, dass man als Nichtbetroffene eigentlich nur die Spitze des Eisbergs kennt, was es denn eigentlich

heisst, zu einer bestimmten Gruppe zu gehören, die Einschränkungen hat. Die Fraktion glp erachtet die Ausführungen des Regierungsrates zu den heute bestehenden Möglichkeiten und Angeboten des Kantons als schlüssig. Uns scheint, dass mit den auf nationaler Ebene geregelten Vereinbarungen und Massnahmen zwischen der Invalidenversicherung, der Stiftung Procom und der Sonderschulbildung den Anliegen des Motionärs zu einem grossen Teil auch Rechnung getragen wird, ohne dass wir im Kanton Bern ein Gesetz haben, das die Gebärdensprache offiziell amtlich anerkennt.

Wir haben, ehrlich gesagt, nicht erkennen können, wo genau dieses Gesetz des Kantons Bern den Betroffenen in ihrem Alltag zugutekommen würde. Aus diesem Grund lehnen wir diese Motion auch ab. Aus der Diskussion in der letzten Session zum Thema «einfache Sprache» wissen wir aber, dass der Kanton Bern aktuell seine Kommunikation überarbeitet und dass er der Barrierefreiheit dort einen hohen Stellenwert einräumen will. Mit Blick auf die Motionsantwort erwarten die Grünliberalen, dass darin die Anliegen der Menschen mit Hörbehinderung berücksichtigt werden und auch auf Gebärdensprache entsprechend Rücksicht genommen wird. Wir haben das Postulat in der Fraktion nicht besprochen, und aus diesem Grund kann ich hier kein Stimmverhalten der Grünliberalen dazu bekanntgeben, wenn der Motionär wandeln würde.

Marianne Teuscher-Abts, Roggwil BE (FDP). Der Regierungsrat wird gebeten, ein Gesetz zur offiziellen Anerkennung der Gebärdensprache zu erarbeiten. Der Regierungsrat lehnt diese Motion ab. Die Schaffung eines solchen Gesetzes trägt nicht zur sozialen Integration bei. Wir haben das BehiG und auch das IVG. Bei beiden Gesetzen ist es so, dass Behinderte, wenn sie Leistungen beziehen wollen, dafür eine Besprechung auf einem Amt brauchen. Wenn es einen Gebärdendolmetscher braucht, wird dieser zur Verfügung gestellt und auch bezahlt.

Was die Ausbildung betrifft: Wenn die Ausbildung in einer Regelschule nicht möglich ist, stehen Sonderschulen zur Verfügung, zum Beispiel das HSM. Das HSM erarbeitet gerade einen Fachlehrplan für die Deutschschweizer Gebärdensprache. Ich bin von dieser Gebärdensprache sehr beeindruckt. Aber aufgrund der bereits bestehenden Möglichkeiten ist ein neues Gesetz für den Regierungsrat nicht notwendig. Zudem wäre ein Gesetz für nur *eine* Behinderungsform nicht verhältnismässig. Auch die FDP will nicht noch mehr Gesetze. Wir lehnen diese Motion ab, auch als Postulat.

Martin Schlup, Schüpfen (SVP). Ziel und Zweck dieses Gesetzes ist es eigentlich, einen geeigneten Zugang zu Gerichten, Verwaltungen und öffentlichen Stellen zu ermöglichen, Schulen und Webseiten der Kantonsverwaltung und Gebärdensprachunterricht zu fördern, Unternehmen und die Gesellschaft für diese Problematik zu sensibilisieren. Diese Anliegen sind eigentlich auch für die SVP verständlich, klar und richtig. Der Kanton fördert aber die soziale Integration schon jetzt, mit der Zusammenführung der Sonder- und Volksschulen und mit der Umsetzung des Behindertenkonzepts. Mit dem HSM haben wir hier im Kanton eigentlich auch ein super Angebot für diese Anliegen. Der geeignete Zugang zu Gerichten, Verwaltung und den öffentlichen Diensten ist im BehiG und in der Invalidenversicherung geregelt. Somit können Sprach- und Hörbehinderte schon jetzt für den Zugang zu diesen Institutionen Kommunikationshilfen verlangen und erhalten sie auch. Die politische Mitarbeit – vom Motionär wurde gesagt, sie sei nicht möglich – ist möglich. Denn das meiste, was ich politisch feststelle und mache, mache ich, indem ich lese. Und wenn ich etwas sagen muss, habe ich ja jetzt schon die Möglichkeit, dass ich Übersetzer bekomme.

Die vom Motionär erwähnten Beispiele sind unschön und es ist nicht richtig, wenn das so läuft. Aber auch wenn wir ein neues Gesetz haben, wird es immer einzelne Verfehlungen geben. Es liegt dann an der Ausführung, an der Kontrolle, dass man diese Leute zurechtweist. Daran können wir mit einem neuen Gesetz auch nichts ändern. Wir haben Verständnis für diese Anliegen. Aber aufgrund schon jetzt bestehender Möglichkeiten lehnt die SVP die Motion ab. Ein Postulat lehnen wir grossmehrheitlich ab. Zudem ist es nicht gerecht, ein Gesetz zu erlassen, welches nur eine spezifische Behinderungsform berücksichtigt. Wie wäre es denn zum Beispiel mit der Blindenschrift und so weiter?

Präsident. Wir kommen zu den Einzelsprecherinnen und Einzelsprechern; zuerst Fritz Ruchti, SVP.

Fritz Ruchti, Seewil (SVP). *(Der Redner begrüsst speziell auch die Gäste auf der Tribüne. / L'orateur salue en particulier les visiteurs et visiteuses présent-e-s dans la tribune.)* Wir hier unten im

Saal haben ein Privileg: Die meisten sind gesund und die meisten hören gut. Wir haben in unserem Umfeld aber auch Leute, welche dieses Privileg nicht haben, wertvolle Anwesende. Ich hatte die Ehre, als Vertreter der GPK des Kantons Bern das HSM begleiten und an der Teileröffnung teilnehmen zu können. Was dort mit den jungen Leuten, mit den Schülern, geboten wurde, hat mich so beeindruckt, sodass ich anlässlich unserer Fraktionssitzung einer war, der sagte: «Ich unterstütze zumindest ein Postulat.» Und zwar unterstütze ich ein Postulat mit Überzeugung. Dass man das jetzt nicht einfach in einen gesetzlichen Rahmen bringen und ein neues Gesetz machen kann, sehe ich als Politiker auch ein. Aber dass der Regierungsrat einen Auftrag erhält, vielleicht, um in Zukunft zusammen mit anderen Kantonen, vielleicht sogar schweizweit, zu schauen – wir als Kanton Bern –, dass die Gebärdensprache gesetzlich verankert wird, dass es zu einer Lösung führt, dafür stehe ich ein, und deshalb bin ich hier im Saal. Das HSM müssen Sie sich einmal anschauen. Sie müssen einmal erleben, wie die Kinder dort mit Freude teilnehmen. Wie die Pädagogen und Fachleute mit den Menschen, die nicht hören, umgehen, bedarf einer Würdigung. Um dieser Würdigung Rechenschaft tragen zu können und ihnen auch Danke sagen zu können, möchte ich den Motionär bitten, in ein Postulat zu wandeln, auch mit Abschreibung, damit man für sie ein Zeichen setzen kann.

Ursula Zybach, Spiez (SP). Ich kann gleich bei Fritz Ruchti einhaken: Man muss nicht zwingend nach Münchenbuchsee gehen, um diese Schule zu sehen. Wir haben in Spiez nämlich einen Ableger. Es ist sehr spannend und eindrücklich, wie diese Schule mit hörbehinderten Kindern umgeht und sie fördert und fordert. – Werter Grossratspräsident, werter Regierungsrat, liebe Kolleginnen und Kollegen, ich bin von dieser Diskussion überrascht. Ich ging bei der Vorbereitung der Unterlagen zur heutigen Sitzung davon aus, dass man dem zustimmen wird, dass man in diesem Grossen Rat entscheiden und sagen wird: «Wir im Kanton Bern, wir wollen diese Sprache auch anerkennen.» Es kann doch nicht sein, liebe Kolleginnen und Kollegen, dass man für Leute mit einer Einschränkung, die wirklich ganz tief ins Leben hineingeht, die sehr vieles schwierig macht, die sehr vieles umständlich macht, die sehr oft soziale Teilhabe nicht erlaubt, wenn die Fragestellung aufkommt und man weiss, dass wir im Kanton Bern gewisse Dinge nicht erfüllen, hier einfach sagt: «Das lehnen wir ab, auch als Postulat.» Das kann doch nicht sein, liebe Kolleginnen und Kollegen! Es geht darum, ein Gesetz zur offiziellen Anerkennung der Gebärdensprache zu erarbeiten. Auch Martin Schlup hat vorhin aufgezählt, welchen Zweck dieses Gesetz eigentlich beinhalten soll, nämlich, dass man beim Gericht, der Verwaltung, öffentlichen Diensten in Gebärdensprache kommunizieren kann, dass man das auf den Websites der Kantonsverwaltung fördert und dass auch Unternehmen sensibilisiert werden. In der Antwort des Regierungsrates steht sehr vieles bezüglich der individuellen Ebene. Ich glaube, auf der individuellen Ebene läuft vieles, da gibt es viel Unterstützung. Aber was es braucht, ist eine Struktur, eine Veränderung des Gesetzes. Ich bitte Sie: Überlegen Sie sich noch einmal, auf welchen Abstimmungsknopf Sie drücken. Ich finde, man müsste diese Motion im Sinn der Bevölkerung des Kantons Bern wirklich unterstützen. Wenn Sie denken, das sei zu viel, und wenn der Motionär wandelt, dann stimmen Sie doch wenigstens dem Postulat zu, liebe Kolleginnen und Kollegen. Und übrigens noch dies: Es ist etwas schwierig, wenn man bei diesem Thema wie die EDU «ein offenes Ohr» hat. Drücken Sie lieber auf den richtigen Knopf! *(Die Gäste auf der Tribüne gebärden Applaus. / Les visiteurs et visiteuses présent-e-s dans la tribune applaudissent en langue des signes.)*

Moussia von Wattenwyl, Tramelan (Les Verts). Laissez-moi ici être la porte-parole des sans-voix et vous relater quelques-unes de mes aventures. J'ai contacté une journaliste qui m'a apporté, enfin, envoyé ce texte : en fait, quand tu es sourd ou malentendant, victime ou témoin d'un accident, impossible d'appeler les urgences, une ambulance, un médecin, la police ou les pompiers. Tu dois toujours passer par des entendants pour qu'ils fassent le lien. Mais si tu n'as personne sous la main ou pendant la nuit, c'est évidemment quand il t'arrive quelque chose de grave que tu réalises que les secours ne sont pas là pour toi. Deux de mes aventures arrivées à des personnes que je connais : Madame XX, que j'appelais ainsi, faisait un déplacement de nuit et son pneu a éclaté après avoir heurté un îlot. Impossible pour elle de joindre le service de dépannage TCS. Après avoir vainement tenté de contacter ses proches par SMS, elle a poursuivi sa route avec un pneu crevé. Arrêtée par une patrouille de police, elle s'est vu infliger une amende et un retrait de permis. Déjà pénalisée par son handicap, elle a subi une double peine, puisqu'elle n'aurait eu ni amende ni retrait de permis en étant entendante.

Quant à Monsieur XY, veuf, à 80 ans, souffrant de douleurs s'intensifiant au cours de la nuit, il ne savait pas comment, et il est encore parvenu à se traîner jusqu'à chez sa voisine pour frapper à sa

porte et lui demander d'appeler une ambulance. Il avait envoyé entre-temps des messages SMS à tous les membres de sa famille mais en plein milieu de la nuit, il n'y avait personne pour les lire. Il a aussi tenté de joindre le service Procom, une sorte d'interface entre les sourds et les malentendants. Mais il s'est trompé de numéro. – Il est vrai que quand tu es sur le site de la Procom, plusieurs numéros s'affichent. – Dans le stress, il a eu une confusion. En France et en Belgique, il existe un numéro d'urgence à trois chiffres réservés aux personnes souffrant de surdité, de troubles de l'élocution ou malentendantes. Alors pourquoi est-ce qu'on n'arriverait pas chez nous en Suisse, à instaurer par SMS un numéro à trois chiffres accessible ? Ceci ne doit pas être très compliqué.

Rappelez-vous, hier on parlait du débat sur la blockchain. – La journaliste me dit ceci, elle, qui a deux parents sourds et muets : en écrivant, j'ai réalisé à quel point ma vie a été mise en danger avec deux parents sourds, donc, personne pour pouvoir prévenir les secours en cas d'urgence. Heureusement, jamais rien de grave ne m'est arrivé. Mais en extrapolant, il faudrait éviter de faire un AVC ou de faire un accident en présence d'un seul sourd ou malentendant. Si chaque minute compte dans ces cas-là, imaginez la perte de temps liée au handicap de la personne pour trouver du secours. Les numéros de secours ne peuvent être utilisés que par téléphone. Impossible pour les personnes sourdes ou malentendantes de les contacter. Une situation terrible et contraire à la loi. Mesdames et Messieurs, ces inégalités pourraient être corrigées, soit ... (*Le pr sident demande à l'oratrice de conclure. / Der Pr sident bittet die Rednerin, zum Schluss zu kommen.*) Oui – soit par un texte de loi, au moins par un postulat. Donc, je vous invite   soutenir la motion de Monsieur Hamdaoui (M 161-2019). Merci.

Béatrice Stucki, Bern (SP). Ich habe während zehn Jahren in Bern im Blindenheim gearbeitet. Angegliedert war die Werkstatt für Menschen mit Behinderung. Wenn ich jeweils in die Cafeteria kam, sass dort eine grosse Gruppe von Leuten, und es war total still. Dann ging es mir so wie Hannes Zaugg vorhin mit den Leuten auf der Tribüne. Zwei Personen, die damals auch in der Cafeteria sass, sitzen heute auf der Zuschauertribüne. Ich gr sse sie auf diesem Weg herzlich.

Mir wurde damals auch klar, dass es viele Hindernisse gibt, einfach, weil in der Bevölkerung die Sensibilisierung für Probleme nicht da ist, die es für Menschen mit Behinderung geben kann – mit einer Hörbehinderung, mit einer Sehbehinderung. Für sehbehinderte Leute macht man sehr viel. Man sieht überall taktile Punkte, bei den Gleisen, an den Liften. Ich glaube, da ist etwas geschehen. Aber um hörbehinderte Leute zu begleiten, gibt es sehr wenig öffentlich sichtbare Hinweise. Der Kanton Bern sollte schweizweit ein Zeichen setzen, ob das mit einem Gesetz ist, oder ob man mit einem Bericht, mit einem Postulat, Massnahmen aufzeigt, wo der Kanton Bern stärker als Player, der in der Öffentlichkeit sichtbar ist, Zeichen setzen und Leute mit einer Hörbehinderung unterstützen könnte. In diesem Sinn: Geben Sie Ihrem Herzen doch einen Ruck und unterstützen Sie wenigstens das Postulat!

Pr sident. Ich gebe das Wort Regierungsrat Pierre Alain Schnegg.

Pierre Alain Schnegg, directeur de la santé, des affaires sociales et de l'intégration. (*L'orateur salue en particulier les visiteurs et visiteuses présent-e-s dans la tribune. / Der Redner begrüsst speziell auch die Gäste auf der Tribüne.*) Vous allez aujourd'hui prendre une décision dans un contexte très émotionnel. Plusieurs d'entre vous, tout comme moi, sont confrontés dans leur très proche entourage à des personnes souffrant de surdités. Comme mentionné dans sa réponse, le Conseil-ex cutf accorde une attention particulière au renforcement de l'insertion sociale, de la participation ainsi que de l'autodétermination des personnes en situation de handicap. C'est d'ailleurs pour cette raison que nous menons des projets d'envergure à ce sujet dans notre canton. L'objectif du modèle bernois pour les personnes souffrant de handicap permettra tout particulièrement de pouvoir répondre aux attentes de ces personnes et de renforcer leur autonomie.

Toutefois, le Conseil-ex cutf ne juge pas utile d'élaborer une nouvelle loi pour atteindre les objectifs mentionnés, étant donné qu'il existe déjà des bases légales. En effet, en vertu de la loi fédérale sur l'égalité pour les handicapés (loi fédérale sur l'élimination des inégalités frappant les personnes handicapées [loi sur l'égalité pour les handicapés, LHand), de la loi fédérale sur l'assurance-invalidité (LAI) et de l'ordonnance du DFI concernant la remise de moyens auxiliaires par l'assurance-invalidité, les personnes assurées ont droit au remboursement des frais liés à l'invalidité causés par les services spéciaux de tiers dont elles ont besoin en lieu et place d'un moyen auxiliaire. L'Office fédéral des assurances sociales (OFAS) a conclu une convention tarifaire avec la fondation

Procom, spécialisée dans la promotion de la communication en faveur des personnes atteintes de troubles auditifs. En cas de besoin, par exemple, pour un entretien dans un office, au tribunal ou à un hôpital, il est possible de faire appel à des interprètes en langue des signes via Procom. Cette prestation est financée en vertu de la convention susmentionnée. L'instruction publique est, elle, du ressort des cantons. Dans celui de Berne, l'enseignement spécialisé peut être dispensé dans le cadre de la scolarisation intégrée ou séparée. Les écoles et les foyers spécialisés assument différents mandats. Pour les besoins éducatifs plus spécifiques, par exemple, l'audio-pédagogie, il existe les prestations centralisées, fournies par le centre pédagogique de logopédie et d'entraînement auditif de Münchenbuchsee, plus connu sous cette latitude, sous le nom de HSM. Ces prestations de très haute qualité sont reconnues loin à la ronde. En vertu de la loi sur l'égalité pour les handicapés, la Confédération peut mettre sur pied des campagnes d'information afin de sensibiliser la population aux inégalités frappant les personnes handicapées et aux problèmes d'intégration qu'elles rencontrent.

Non, Mesdames et Messieurs, le Conseil-exécutif a bien compris la demande, malgré ce qui a été suggéré pendant le débat. Mais nous ne sommes pas là pour prendre des mesures symboliques, mais pour proposer de vraies solutions et des bases juridiques solides et cohérentes. Le Conseil-exécutif trouve disproportionné d'adopter une loi fondée sur une seule forme spécifique de handicap. Il tient à mener une politique d'inclusion et d'égalité pour traiter toutes les formes de handicap. Pour terminer : permettez-moi encore de vous rappeler que le Conseil national a adopté en date du 27 septembre 2019 un postulat intitulé « Possibilités de reconnaissance juridique des langues des signes suisses et mesures concrètes de mise en œuvre pour une pleine participation. » Cette intervention est soutenue par le Conseil fédéral et permet de traiter cette problématique au bon niveau législatif. Pour toutes ces raisons le Conseil-exécutif vous invite à refuser cette motion. A titre personnel, si le motionnaire devait la transformer en postulat, je pourrais également le soutenir. Merci de votre attention.

Präsident. Je donne la parole au motionnaire, Monsieur Hamdaoui.

Mohamed Hamdaoui, Biel/Bienne (PDC). Merci beaucoup, je promets aux interprètes que je parlerai plus lentement qu'avant ; lorsque je suis passionné, j'ai tendance à oublier que je suis aussi bernois. Ceci étant, je vous remercie du fond du cœur pour cette discussion. Je crois que c'est la première fois qu'il y a, dans cette hémicycle, une discussion de fond qui a permis, me semble-t-il, à certaines et certains d'entre vous de se rendre compte à quel point la surdité est un handicap particulier. J'ai été notamment très touché par une de nos collègues qui a dit qu'on ne connaissait que la pointe visible de l'iceberg. C'est justement pour ça que nous ne cessons pas de dire que oui, la surdité est un handicap à part, et que de ce point de vue-là, il mérite des solutions à part.

Beaucoup d'exemples ont été donnés, j'aurais pu vous en donner beaucoup d'autres. J'aimerais juste encore dire une chose : c'est vrai que le Conseil national a accepté un postulat qui va un peu dans ce sens, mais dans ce cas-là ce sera d'autant plus important, je pense, pour la commission compétente du Conseil national, d'avoir l'information que le canton de Berne, qui est quand-même, me semble-t-il, un canton très grand et très important de ce pays, soutient cette préoccupation-là, ce sera un signal fort qui sera donné à ces personnes-là. Pour toute cette raison, je suis d'accord de transformer cette motion en postulat. Je remercie d'ailleurs chaleureusement le conseiller d'Etat de dire qu'il soutient aussi à titre personnel cette proposition-là. Simplement, je vous mets en garde une chose : c'est que si ce postulat est accepté, en aucun cas il ne doit être « schubladisé », mis dans un tiroir, vous pouvez compter sur ces personnes, qui pour la première fois ont le sentiment d'être entendues, qu'elles mettront la pression si nous ne bougeons pas. Et puis une dernière chose, Monsieur le Président, avant d'enclencher le vote, est-ce que vous me laissez le temps de gagner ma place tout au fond de la Sibérie, merci. *(Les visiteurs et visiteuses présent-e-s dans la tribune applaudissent en langue des signes. / Die Gäste auf der Tribüne gebärden Applaus.)*

Präsident. Ich habe wieder ein neues französisches Wort gelernt: «schubladiser». *(Heiterkeit / Hilarité)* Wir kommen zur Abstimmung. Wer dieser gewandelten Motion – sie wurde in ein Postulat gewandelt – zustimmen kann, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (2019.RRGR.197; als Postulat)
Vote (2019.RRGR.197 ; sous forme de postulat)

Der Grosse Rat beschliesst: / Décision du Grand Conseil :

Annahme / Adoption

Ja / Oui 134

Nein / Non 11

Enthalten / Abstentions 4

Die Gäste auf der Tribüne gebärden Applaus. / Les visiteurs et visiteuses présent-e-s dans la tribune applaudissent en langue des signes.

Präsident. Sie haben es mir schon vorhin sehr schwer gemacht, liebe Gäste auf der Tribüne. Eigentlich gibt es ein Gesetz, das sämtliche Meinungsäusserungen auf der Tribüne verbietet. (*Heiterkeit / Hilarité*) Aber ich habe mich zurückgehalten und mir gesagt: Ich wende es hier nicht an, weil es eben in dem Sinn auch nicht stört. Man hat das Gesetz ja gemacht, weil es stört. Ich danke den Übersetzerinnen für die Übersetzung in die Gebärdensprache, wie bereits gesagt wurde.